

## **COURRIER DES CHERCHEURS ET PETITES NOUVELLES**

par Brigitte DELLUC

### **VIE DE LA SOCIÉTÉ**

- La sortie d'automne aura lieu le samedi 21 septembre 2013 après-midi. Au programme (en cours d'organisation sous la direction de M<sup>e</sup> D. Audrerie) : La Rue à Mauzac, Rosas et Pézuls.

- La 4<sup>e</sup> livraison de notre *Bulletin* sera consacrée à « la vie politique en Périgord » (avant 1960). Les auteurs intéressés par ce thème doivent envoyer leurs articles avant le 1<sup>er</sup> septembre.

### **COURRIER DES CHERCHEURS**

- À propos des hôpitaux militaires, M<sup>me</sup> Guitte Frapin (10, place André-Maurois, 24000 Périgueux) évoque son père (de Montignac), le Dr Louis-André Parouty, assistant du Pr L. Testut à Lyon, major du Val de Grâce et le plus jeune chirurgien avant 1914. Au début de la guerre, il se retrouve simple médecin de bataillon, mais est récupéré par son patron et nommé dans une ambulance chirurgicale légère (auto-chir). Il travaille 14 heures par jour, notamment pour traiter les « gueules cassées ». Son frère mourut à Verdun à 20 ans. Après-guerre, il sera chirurgien à Moulins.

- M<sup>me</sup> Anne-Marie Pasquini-Maunac (Jansou, 24350 Lisle) apporte une précision concernant l'installation du petit-fils de Garibaldi, Sante, en Dordogne (*BSHAP*, 2012, p. 586, 14<sup>e</sup> ligne) : « Mes grands-parents et leurs enfants, dont mon père, sont arrivés de leur Italie natale en 1926 dans la propriété de Sante Garibaldi au lieu-dit "Les Garennes", commune de Bouteilles-Saint-Sébastien (voisine de Verteillac). »

- M<sup>me</sup> J. Leglu-Diéras (La Chapelle, 24260 Mauzens-Miremont) signalait il y a quelques mois « la découverte, dans le mur d'une étable en démo-



Fig. 1.

lition, d'un joli petit étui de bois (7 à 8 cm de long), orné de cercles concentriques et contenant du mercure » (*BSHAP*, 2012, p. 601). Elle n'avait pas pu fournir à l'époque de photographies suffisamment bonnes pour la publication. C'est chose faite aujourd'hui (fig. 1). Les sillons sont bien visibles, de même que « la raie de l'ouverture ». « Protection... gage de fertilité... combien de murs contiennent-ils de ces objets magiques ? »

- M. Jean-Jacques Gillot ([jean-jacques.gillot@laposte.net](mailto:jean-jacques.gillot@laposte.net)) a retrouvé aux Archives départementales de la Dordogne un intéressant dossier (1793W9) qui concerne la vie de notre siège, 18, rue du Plantier à Périgueux, à la fin de la dernière guerre. Les copies de ces documents sont conservées à la bibliothèque. Nous en extrayons l'essentiel.

Le 9 octobre 1944, le Dr Charles Lafon, vice-président de la SHAP, suppléant le président récemment décédé (chanoine Joseph Roux), écrit au préfet pour se plaindre de la prise de possession par la force (la porte ayant été enfoncée) de l'appartement du premier étage du 18, rue du Plantier, par « deux personnes, dont l'une habillée d'un costume militaire, prétextant une réquisition, qu'ils n'ont du reste pas donnée [...] et de l'illégalité de tels procédés [...] et ose espérer que notre appartement soit libéré afin que notre nouveau secrétaire général, qui est indispensable à la bonne marche de la Société, puisse s'y installer aussitôt élu ». Il explique que cet immeuble est le siège de notre compagnie, reconnue d'utilité publique, « où sont installées sa salle de réunion et sa bibliothèque et, où, entre parenthèses, sont entreposées depuis cinq ans des caisses contenant les pièces les plus rares du Muséum d'histoire naturelle de Paris. Au premier étage, il y a un appartement, qui est mis à disposition du secrétaire général à titre d'indemnités de fonction, et non de location. » Il explique que notre secrétaire général, M. Maubourguet, a démissionné à la fin du mois de septembre et que le nouveau sera élu par la prochaine assemblée générale au début de novembre. « Un de nos membres, M. Pargade, avait obtenu une réquisition pour ce logement, mais il y a renoncé

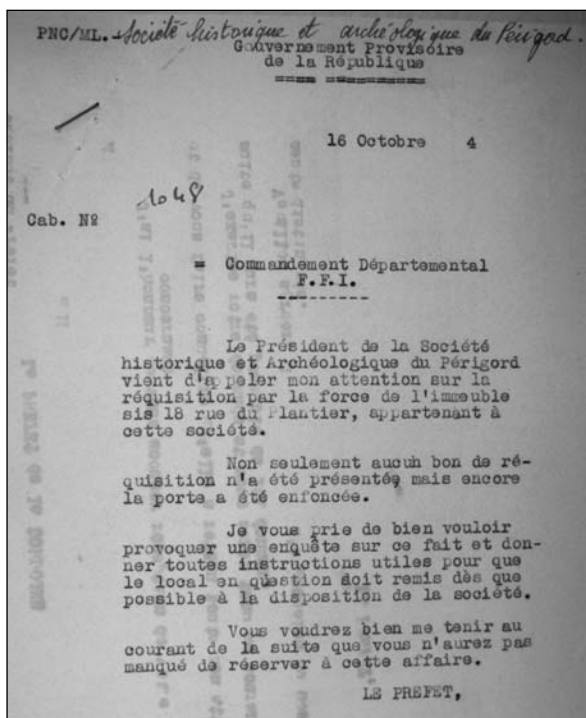


Fig. 2.

quand il a su que l'appartement n'était pas occupé par un locataire mais par le secrétaire général, ès qualité... D'autre part, je suis allé ce matin au Service des réquisitions, qui m'a affirmé [...] tout ignorer de cette affaire. »

Le 16 octobre 1944, une lettre de M. H. Waquel, directeur des Archives départementales de la Dordogne, appuie la demande du Dr Lafon, en indiquant en outre au préfet que le futur secrétaire général n'est autre que son collègue, « M. Géraud Lavergne, ancien archiviste, d'autant plus digne d'intérêt qu'il a perdu tout son mobilier, ses livres et ses papiers personnels à Orléans, où il était archiviste, lors du bombardement d'Orléans. Il est actuellement campé avec sa femme et ses deux enfants chez sa belle-mère, attendant avec impatience le moment de pouvoir s'installer... »

Le même jour, le préfet (Gouvernement Provisoire de la République) demande au Commandement départemental F.F.I. de « donner toutes instructions utiles pour que le local en question soit remis dès que possible à la disposition de la société » (fig. 2).

C'est ainsi que M. Géraud Lavergne, devenu notre actif secrétaire général, s'est installé avec sa famille au premier étage du 18, rue du Plantier où il est demeuré jusqu'à la fin de sa vie.